

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 19 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETA WESTER frères

la bouessière es Glo
35330 Bovel

Références : UD35/2023-719

Code AIOT : 0005522720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement ETA WESTER frères (carrière illicite) implanté la bouessièrès es Glo 35330 Bovel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETA WESTER frères
- la bouessière es Glo 35330 Bovel
- Code AIOT : 0005522720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site concerné est une carrière exploitée illicitement sur la commune de Bovel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en état – suites données à l'arrêté de mise en demeure du 3 février 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 03/02/2022, article 1er

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation illicite de la parcelle ZL 25 sur la commune de Bovel pour en extraire des matériaux a été sanctionnée par un arrêté de mise en demeure le 3 février 2022. L'exploitant devait remettre en état la parcelle concernée pour un usage agricole.

La visite d'inspection a permis d'établir que le site avait effectivement été remis en état (remblaiement, couverture par de la terre végétale puis remise en culture). L'inspection propose donc que l'arrêté de mise en demeure du 3 février 2022 soit levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état - carrière illicite
Prescription contrôlée : La SARL ETA WESTER FRERES, dont le siège social est situé au lieu-dit "La Rondais" sur la commune de Val d'Anast, est mise en demeure, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'Environnement, de remettre à l'état initial la parcelle cadastrée ZL 25 sur la commune de Bovel, exploitée sans autorisation préfectorale, sous un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté.
Constats : L'inspection a été informée en septembre 2021 par la mairie de Bovel, d'une exploitation illicite de carrière, sur une parcelle de sa commune, au lieu-dit "La Bouessière es Glo". L'inspection réalisée le 25 octobre 2021 a mis en évidence qu'une activité d'extraction de matériaux du sous-sol avait lieu et que des apports de remblais avaient été réalisés. La parcelle concernée (cadastrée ZL 25) est située en zone A à vocation agricole selon le PLU de Bovel. L'activité illicite ainsi pratiquée relève de la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection du 25/10/2021 a donné lieu à une mise en demeure datée du 3 février 2022 de la société ETA WESTER afin que soit remise en état la parcelle concernée dans un délai de six mois. Cette remise en état pour un usage agricole devait être effectuée avec l'apport de matériaux inertes (pierres, terres, cailloux), ne contenant aucune substance dangereuse et ne provenant pas de sites contaminés : le remblayage devait être complété par le régalage de 30 cm au moins de terre végétale, afin de favoriser la reprise de la végétation. L'inspection s'est de nouveau rendue sur place le 6 décembre 2023 et a constaté les faits suivants : l'ensemble de la parcelle concernée a été remblayée et remise en état par l'apport de terre végétale en surface (épaisseur évaluée à quelques dizaines de cm lors de l'inspection). Elle est aujourd'hui cultivée conformément à sa vocation initiale (parcelle située en zone agricole). L'inspection a informé la mairie sur place que, selon son évaluation, la remise en état avait été réalisée conformément à l'attendu. L'inspection considère par conséquent que l'arrêté de mise en demeure du 3 février 2022 pris à l'encontre de la société WESTER FRÈRES peut aujourd'hui être levé.
Type de suites proposées : Sans suite